

Tribune libre

Appel adopté lors du rassemblement le 28 novembre 2009 devant l'Assemblée nationale

Faire grandir l'exigence de l'unité pour l'interdiction des licenciements

Nous, travailleurs venus de plus de 240 entreprises frappées ou menacées par les plans de licenciements dans 48 départements, rassemblés ce jour à l'Assemblée nationale à l'appel des comités pour l'unité pour l'interdiction des licenciements, nous avons répondu à l'appel des comités pour une marche unie pour l'interdiction des licenciements constitués par des travailleurs et des militants de toutes origines du mouvement ouvrier (PS, PC, PG, NPA, LO) avec l'appui du POI.

Depuis près d'un an, ces comités n'ont eu de cesse d'organiser dans tout le pays une campagne incessante autour du mot d'ordre d'interdiction des licenciements s'adressant en particulier à chaque reprise aux dirigeants nationaux des partis PS, PC, PG, NPA, LO pour qu'ils s'engagent avec nous dans l'organisation d'une marche unie et qu'ils y appellent. Force est de constater qu'à ce stade ils n'ont pas répondu à cette proposition

Et pourtant : y a-t-il une autre issue que l'interdiction des licenciements ?

- Depuis un an, près de 800 000 emplois industriels ont été détruits dans ce pays. Le gouvernement lui-même annonce une aggravation dans les semaines à venir. Au total, ce pays compte 7 millions de chômeurs ! A cela s'ajoutent des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans tous les secteurs de la fonction publique, et la ruine de milliers d'agriculteurs. Et pour les patrons licenciés ? 420 milliards de fonds publics ont été mis à disposition des patrons, des spéculateurs au nom de la " relance ". Pour en faire quoi ? 18,7 millions pour Valeo...qui licencie des centaines de salariés dans le Calvados, la Somme et l'Isère. 55 millions pour Mécaplast qui supprime des centaines d'emplois. Des millions encore pour Nexans où 300 emplois sont supprimés. Et encore, les milliards à Peugeot-Citroën, ce dernier venant d'annoncer 6 000 nouvelles suppressions d'emplois !

- Le 2 novembre, le gouvernement et le patronat ont lancé leurs " états généraux de l'industrie " qui seront organisés dans tout le pays, de novembre à février. Dans ces états généraux, le gouvernement invite à participer les syndicats ouvriers et les " partis de gauche " dans le but d'aboutir à ce qu'il appelle "un nouveau pacte économique et social associant tous les partenaires économiques et les pouvoirs publics" aux plans de restructuration et de licenciements.

- Nous, travailleurs et militants de toutes tendances rassemblés ce 28 novembre à Paris, conscients que dans les prochains mois la crise qui s'aggrave entraînera l'annonce de nouveaux plans massifs de suppressions d'emplois.

Nous réaffirmons que la seule réponse conforme aux besoins de la population c'est :
Interdiction des licenciements !

Nous nous adressons à tous les travailleurs de toutes les usines de ce pays.

Les faits sont là : il n'y a pas d'alternative à l'interdiction des licenciements. Dans chaque département, dans chaque localité, les travailleurs et la population, confrontés aux plans meurtriers qui démantèlent l'industrie et l'emploi, aboutissent invariablement à cette conclusion. Le gouvernement prétend que ces états généraux visent à définir la "politique industrielle" du pays. Mais pour les travailleurs, le premier acte d'une politique industrielle, c'est le maintien de l'emploi, le maintien de tous les emplois, l'arrêt des licenciements, leur interdiction ! Est-ce bien de cela qu'il s'agit ? Ou bien s'agit-il d'une opération visant à faire partager par tous que les destructions d'emplois sont inévitables voire nécessaires ?

Dans chaque département, dans chaque localité, nous invitons les travailleurs :

- à s'organiser en comités pour l'unité pour l'interdiction des licenciements

- à s'adresser aux élus et représentants des organisations qui affirment défendre les intérêts de la population laborieuse pour leur dire :

- « Vous êtes invités à participer à ces états généraux. Nous vous demandons d'affirmer nettement et solennellement qu'il ne peut y avoir de politique industrielle conforme aux besoins du peuple qui ne commence par garantir le maintien de tous les emplois et l'arrêt de tous les licenciements. »

Nous qui représentons les travailleurs qui nous ont mandatés dans plus de 240 entreprises du secteur privé, nous qui nous sommes rassemblés à l'Assemblée nationale et avons demandé à être reçus par les groupes parlementaires, nous avons conscience de constituer ici un premier regroupement. Nous appelons dans tout le pays, travailleurs, jeunes et militants de toutes tendances qui partagent notre position à construire le réseau des comités pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements et à porter partout à tous les niveaux et dans toutes les circonstances cette exigence chaque jour plus pressante, la seule sur laquelle la classe ouvrière puisse s'unir : interdiction des licenciements. Nous sommes résolu à faire grandir l'exigence de l'unité pour l'interdiction des licenciements.

La crise, les licenciements et les prétentions patronales contre nos acquis et la protection sociale ne laissent pas d'autres choix aux travailleurs que de se dresser, unis, pour y porter un coup d'arrêt.

D'où vient cette initiative ? Le 7 décembre 2008, à l'initiative du POI, une première conférence pour l'unité décide d'appeler à la constitution de comités pour l'unité pour une marche unie pour l'interdiction des licenciements. Une deuxième Conférence s'est tenue à Paris au mois de mars 2009. En juillet, des ouvriers de Caterpillar, réunis à Echirolles avec des délégués de 20 entreprises appelaient à une deuxième rencontre nationale qui s'est tenue le 5 septembre 2009. C'est cette dernière qui a convoqué le rassemblement national du 28 novembre au cours duquel ont pris la parole sous la présidence de Gérard Luiggi (conférence de Puteaux) :

Nicolas Benoît, militant PCF, délégué syndical CATERPILAR Echirolles, (Isère)

Stéphane Hablot, maire de Vandoeuvre, conseiller général PS de Meurthe-et-Moselle ;

Pierre Priet, syndicaliste du bâtiment, CEGELEC (Ille-et-Vilaine) ;

Guy Copin, syndicaliste métallurgie, comité pour l'unité de Trappes et environ (Yvelines) ;

Véronique Ducandas, syndicaliste, SANOFI-AVENTIS (Val-de-Marne) ;

Jean-Marc Perez, syndicaliste, chantiers navals de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) ;

Mariane Longuet, secrétaire de la section PCF de Montereau (Seine-et-Marne) ;

Arsène Schmitt, Comité de défense des travailleurs frontaliers de Moselle ;

Didier Gadéa syndicaliste viticulteur (Hérault) ;

Michel Pidoux, syndicaliste, PSA Poissy (Yvelines) ;

Jean Markun, secrétaire national du POI ;

Maurice Pelletier, syndicaliste STANLEY (Doubs) ;

José Matos, syndicaliste, MANUFACTURE-PARISOT Somme) ;

Francis Yénar, syndicaliste, MOLEX (Haute-Garonne) ;

message de Sylvain Dallarosa, secrétaire fédéral PCF des Ardennes.

Nous avons reçu le message de **Marie-George Buffet**, secrétaire nationale du PCF, qui a été lu à la tribune du rassemblement : “ *Chers camarades, j’ai bien reçu votre courrier, je vous en remercie. J’ai pris bonne note de votre argumentaire ; j’y suis d’autant plus sensible que j’ai présenté à l’Assemblée nationale une proposition de loi intitulée ” Interdire les licenciements boursiers ” dont vous voudrez bien trouver un exemplaire joint. Avec mes plus cordiales salutations* ” ;